

CAA élargie en Conseil syndical de la section SNES-FSU de Nantes

jeudi 14 novembre 2024, à Angers

5 Contexte général

International

Les dernières évolutions du monde en provenance des États-Unis, avec l'élection une nouvelle fois de Donald Trump, ne sont absolument pas de nature à rassurer : le populisme a encore gagné... Cette élection a montré
10 combien la démocratie pouvait être fragile lorsqu'elle est à la merci des intérêts conjugués des puissances de l'argent et des médias. Ses conséquences ne devraient pas tarder à se faire sentir au sujet du sort de l'Ukraine, et de l'actualité du Proche-Orient (qu'il s'agisse de Gaza, du Liban...). L'épisode de l'interpellation de deux gendarmes français, à Jérusalem, dans des lieux relevant de leur juridiction, en serait presque comique s'il n'était pas révélateur du peu de cas que fait le gouvernement israélien de la position française quant aux
15 événements dans la région.

Dans ce contexte, ô combien délétère, les récents événements d'Amsterdam et leur traitement médiatique plus que confus, ne laissent rien augurer de bon, aussi bien en matière de lutte contre l'antisémitisme que de
20 promotion de la paix.

Enfin, le bilan dramatique des inondations en Espagne, dans la province de Valence, a bien montré combien la conjonction entre l'activité humaine et le réchauffement climatique pouvait expliquer l'ampleur du drame. Si la visite du roi était indécente, l'attitude du gouvernement provincial, notamment de son chef M. Mazon, à la tête d'une coalition du parti populaire climato-sceptique, soutenue par l'extrême-droite VOX, et clairement
25 responsable, par son inertie, de l'absence de mesures d'urgence et de l'intervention des secours, n'a rien trouvé de mieux que faire intervenir les forces de l'ordre contre la manifestation de protestation qui avait réuni plus de 130 000 valencien·nes.

De ce point de vue, le démarrage de la COP 29 en Azerbaïdjan, dans une dictature qui agresse son voisin l'Arménie et qui se fait le chantre de la prospection et de l'exploitation pétrolière, apparaît d'ores et déjà
30 comme une vaste fumisterie.

National

Dès sa constitution, le Gouvernement Barnier ne laissait rien présager de bon, portant en lui un vice originel: on peut dire que, d'une certaine manière, il tient ses promesses... Entre les propos du ministre de l'intérieur
35 sur l'état de droit, l'immigration et les choix effectués dans la présentation du budget...

Le vote de ce dernier est d'ailleurs un jeu de dupe dont chacun·e peut constater l'absentéisme des député·es, tout particulièrement macronistes, et la main particulièrement visible du RN servant ostensiblement les intérêts du capitalisme, au détriment des salarié·es, des chômeur·ses, des précaires, des étudiant·es, des élèves, etc ...

Dans ce contexte, la période hivernale s'annonce socialement très difficile, avec la poursuite de la crise du monde agricole, un système hospitalier exsangue (avec des patient·es littéralement laissé·es au garage), une importante vague de désindustrialisation et de fermeture d'usines (y compris dans notre région avec Saulnier-Duval à Nantes, Michelin à Cholet, Valéo à La Suze sur Sarthe...) et des privatisations galopantes, aussi bien à la RATP qu'à la SNCF (notamment dans le fret) ; cette dernière appelant à des grèves dès le 21 novembre
45 puis de manière illimitée à partir du 11 décembre.

Fonction Publique

Ce ne sont pas les annonces mensongères, méprisantes et donc méprisables de G. Kasbarian sur les congés maladies des fonctionnaires, véritables boucs émissaires, coupables d'être malades et « absentéistes »,
50 proposant désormais de leur infliger 3 jours de carence et un abaissement à 90 % de leur rémunération en cas de congé maladie qui vont endiguer l'appauvrissement des fonctionnaires déjà victimes de la poursuite du gel du point d'indice et de la décision inique de supprimer la GIPA 2024, pourtant déjà provisionnée, exerçant ainsi un vol pur et simple sur 200 000 fonctionnaires dont 100 000 enseignant·es, majoritairement des femmes, qui ont donc perdu de l'argent en travaillant ces 4 dernières années. Le ministre ment sur les jours
55 d'absences et ose nous parler d'attractivité.

Pourtant, des solutions existent ! Elles sont connues : faire contribuer les plus riches, toujours plus riches, dé plafonner certaines cotisations, taxer les dividendes qui s'envolent ...

Les attaques contre le statut de fonctionnaire et plus largement contre la fonction publique et les services publics dans leur ensemble sont tout bonnement inacceptables : elles nécessitent une réaction forte, à hauteur de celles-ci, dans le cadre d'intersyndicales (FP et EN) les plus larges possibles, même si la CFDT, par l'intermédiaire de sa secrétaire nationale, estime, elle, que le temps ne serait pas encore venu...

Le SNES-FSU, de ce point de vue, a, lui, dès les vacances d'automne, porté la nécessité d'une riposte et commencé le travail de tractage et de mobilisation... La FSU, FO, la CGT, Sud Solidaires, la CNT, le Snalc semblent converger !

De fait, les camarades retraité·es nous montrent une nouvelle fois la voie par l'annonce de leur action unitaire le mardi 3 décembre contre le report de 6 mois de la revalorisation de leur pension.

Éducation

Le budget 2025 est synonyme d'une nouvelle cure d'austérité avec la suppression de 4000 postes dans l'ÉN. Voilà sans doute de quoi pallier la crise de recrutement ? De toute façon, même récupérés, ces postes risquent bien, au vu du report du délai d'inscription aux concours par le ministère, en dépit de ses premières annonces, de ne pas être pourvus. La baisse démographique attendue (pour l'instant, les effectifs des élèves en France sont parmi les plus élevés d'Europe) qui pourrait pourtant permettre d'améliorer les conditions de travail des personnels et d'études des élèves, surtout après 7 ans de destruction d'emplois, ne sera donc toujours pas mise à profit.

Cette baisse démographique n'est d'ailleurs même pas une réalité partout ! Ainsi, le second degré en Sarthe ou les formations post-bac en Loire-Atlantique ne devraient pas alors, si l'on suit les propos du ministère, subir de coupes dans les dotations prochaines !

Concernant la lutte contre le harcèlement, c'est une thématique majeure à laquelle adhère totalement le SNES-FSU. Elle mérite mieux que deux heures imposées à la hâte dans le cadre d'une « Journée nationale contre le harcèlement », avec pour seule formation une séquence dans Eduscol. Les professeurs et les élèves méritent mieux !

Pacte et HSE

Afin de mettre encore davantage les personnels en concurrence, de forcer leur acceptation du Pacte pourtant massivement rejeté, le rectorat entretient le mythe d'une suppression des HSE, tout particulièrement pour les RCD. Que nenni, aucun texte n'en atteste ! Il s'agit d'une volonté de pilotage qui promet d'ailleurs rapidement une pénurie... Le rectorat a, du reste, commencé à récupérer les Pactes des établissements peu consommateurs pour les réaffecter... et les HSE perdurent !

Seule une revalorisation des salaires conséquente peut mettre un coup d'arrêt à cette volonté de marchandisation de nos services.

La revalorisation récente de la carrière des personnels de direction, notamment par la facilitation du passage à la hors classe et le dé plafonnement de la fin de carrière, nous montre que c'est possible pour tou.tes !

Collège

Concernant la mise en place du « choc des savoirs », les résultats de l'enquête nationale collège effectuée par le SNES-FSU correspondent aux réalités de terrain dans l'académie. Les groupes ne sont majoritairement pas mis en œuvre et lorsqu'ils le sont, pas tels que le ministère le souhaitait (ils sont généralement hétérogènes). Les modalités du DNB restent gelées pour la session 2025, la classe prépa-seconde n'attire pas.

Les annonces d'un acte 2 du « choc des savoirs » ce mardi 12 novembre constituent une véritable provocation et un mépris consternant vis-à-vis des réalités du terrain que la ministre prétend pourtant avoir perçues. Elle ne peut nier les luttes des personnels et le fait que la mise en place des groupes en 6° et 5° à la rentrée a nettement dégradé les conditions de travail des personnels et d'apprentissage des élèves, en désorganisant les EDT (alignements en barrettes) et le groupe classe, en augmentant la charge de travail des collègues, dans des classes toujours surchargées et sans moyen spécifique pour accompagner les élèves à besoins éducatifs particuliers. *Errare humanum est ; Persevere diabolicum !*

115 Cette potentielle montée en charge du « choc des savoirs » en 4° et 3° ne parviendrait pas à occulter l'absence de moyens nouveaux (le second degré perd 184 emplois à la rentrée 2025) et de personnels disponibles (la crise de recrutement, loin d'être circonscrite, s'aggrave année après année). Le bricolage ainsi envisagé prendrait en réalité une nouvelle fois une heure de cours sur le volume hebdomadaire en mathématiques ou français, avec encore des ruptures dans les apprentissages collectifs et, de nouveau, des problèmes d'EDT insolubles déjà expérimentés en 6° et 5° cette année.

120 Par ailleurs, il est à craindre qu'en l'absence de moyens dédiés, cette heure en groupes en 4° et 3° ne fragilise encore davantage les options et les autres dispositifs de remédiation existants. De même, à ce jour, rien ne permet d'exclure que les horaires des autres disciplines ne soient pas amputés pour financer une mesure que tout le monde rejette, comme cela a déjà été le cas pour la technologie en Sixième depuis la rentrée 2023. Dans le même esprit, les annonces de renforcement des « Vacances apprenantes » et de « Devoirs faits », toujours financées par le Pacte, ne peuvent sérieusement prétendre traiter la difficulté scolaire en dehors de la classe en quelques heures alors que les conditions d'enseignement ne cessent de se dégrader au quotidien.

125 Le SNES-FSU rappelle aussi son attachement à l'Éducation prioritaire dont la carte aurait dû être remaniée en 2015, ce qui montre le peu d'intérêt des gouvernements successifs pour les élèves des catégories populaires. Il récuse la multiplication des labels et les simples affichages « 8h-18h en REP et REP+ ».

130 Le SNES-FSU défend une École publique ambitieuse pour l'ensemble des élèves afin de les porter au plus haut niveau de formation et de qualification, avec un accès le plus large possible à l'enseignement supérieur. Ainsi, d'ici 2027, un DNB qui serait, à terme, un examen d'entrée aux lycées impliquerait de fait la fin de la scolarité obligatoire, non plus à 16 ans mais désormais à 15 ans et des sorties précoces sans diplôme et un recours forcé à l'apprentissage.

Lycée

135 La ministre persiste dans le déni... Les stages de seconde, selon elle, mais elle est bien seule, restent un succès. En 1ère, le recyclage d'une épreuve anticipée de mathématiques annoncée depuis près d'un an, révèle l'amateurisme d'une ministre incapable d'avancer sur les modalités de cette épreuve et sur le devenir des mathématiques en Terminale, une fois passée l'épreuve. Son exploitation dans Parcoursup (système toujours aussi destructeur) fait en outre craindre un nouveau critère de sélection et de discrimination, conçu pour peser dans l'accès aux études supérieures.

140

AESH :

La création de 2000 emplois AESH est une goutte d'eau à l'échelle du territoire qui ne va pas suffire à combler les besoins et les démissions de personnels pressurés et méprisés, au détriment de l'inclusion scolaire.

145 Témoigne de ce mépris la manière dont se passent les CCP AED – AESH dans l'académie : 13 dossiers à examiner en une petite journée à la dernière commission ! C'est faire bien peu de cas de ces personnels pourtant indispensables !

150 La section académique du SNES-FSU a fait un courriel au rectorat et a reçu une réponse « langue de bois ». La FSU s'est associée à un courrier intersyndical transmis lors de la CAPA du 12 novembre, avec SUD et la CGT, pour dénoncer cette situation et soutenir nos collègues AED et AESH.

En prolongement, une audience est par ailleurs prévue avec la rectrice et son cabinet, le 25 novembre, pour discuter des difficultés du dialogue social dans l'académie.

Le SNES-FSU continue d'exiger un statut de fonctionnaire, a minima de catégorie B, pour les AESH.

155 Formations hors temps scolaire

Le secrétariat académique a encore été sollicité pour des invitations à se connecter à des formations au début des vacances d'automne.

160 Pour rappel, dans l'académie, l'EAFc nous a bien dit l'an dernier (pas de nouvelles injonctions connues depuis) que ces invitations se faisaient sur la base du volontariat des personnels et que les horaires habituels de travail et en dehors des vacances scolaires étaient privilégiés.

A noter que certaines sollicitations, dans le cadre d'Erasmus notamment, n'émanent en fait pas de l'EAFc de l'académie.

Mouvement INTER

165 Les stagiaires qui ont fait une demande de (re)classement sont toujours en attente de leur arrêté alors même que le serveur des mutations a ouvert, le 6 novembre, ce qui ne facilite pas la «stratégie» de ces participant·es obligatoires qui ont pourtant dû déposer leur demande au plus tard le 1^{er} octobre.

170 Nouveauté cette année : l'obligation pour les couples pacsés de fournir une attestation d'imposition commune pour déclencher les bonifications dues au rapprochement de conjoint·e. Cela risque de pénaliser les collègues pacsé·es et notamment les stagiaires dans l'impossibilité matérielle de fournir ce document. Il ne faut pas hésiter à saisir le secteur Emploi de la section académique.

Textes votés à l'unanimité des présent·es issu·de tous les départements de l'académie

175 Ajout Dernière minute post CAAélargie en CSA / communiqué - Fonction publique :

Mobilisation sur l'ensemble du territoire le 5 décembre

Les organisations syndicales CGT, CFDT, UNSA, FSU, Solidaires, CFE-CGC et FA-FP appellent les agent·es de la Fonction publique à **une première** journée de mobilisation sur l'ensemble du territoire, journée d'action, de rassemblements, de manifestations et de grève sur l'ensemble du territoire le 5 décembre 2024.